



Chaque jour, la sémiologue Mariette Darrigrand analyse les mots qui se sont invités dans notre quotidien depuis le début de la crise sanitaire.



«Modestie»



7/10

Contraire de la vantardise, la notion de modestie a refait surface dans le champ politique. Au fil du temps, elle est devenue un synonyme de modération et de discrétion. Autant de qualités qui illustrent la vertu chrétienne de tempérance.



Gérard Cambon



Mariette
Darrigrand
Sémiologue

Dans le contexte

La modestie est revenue dans le débat public à travers des prises de parole du gouvernement. Cette formule du premier ministre Édouard Philippe, prononcée dans son discours du 28 avril, en résume bien l'esprit : « *La partie que nous devons jouer tous ensemble est redoutable, il faut aborder l'organisation du déconfinement avec beaucoup de modestie.* »

En sociologie, le mot s'est développé sous l'angle économique, en devenant un euphémisme pour désigner la pauvreté. On parle de « revenus modestes », et de « ménages modestes ».

Chez le président de la République, après le lyrisme de la métaphore guerrière dans la lutte contre l'épidémie, la notion de modestie s'est muée en « *humilité* ». Comme une façon de contredire la fameuse arrogance dont est accusé le pouvoir depuis la crise des gilets jaunes.

Du côté des penseurs, le concept a aussi refait surface, par une référence à Albert Camus. Dans une

série d'articles publiés dans la revue *Combat* en 1946, le philosophe défendait une vision raisonnée de la politique contre les excès de la violence révolutionnaire. Sa formule « *d'utopie modeste* » a été reprise par un certain nombre de commentateurs pour penser le monde d'après Covid.

Dans l'histoire

Le terme de modestie signifie avant tout « *sens de la mesure* ». *Modus*, en latin, s'emploie en effet pour parler de la longueur d'un champ ou du tempo en musique. Par la suite, le mot désignera les centimètres d'une robe ou d'un costume, et c'est de là que vient la mode. La modiste, ce joli nom de métier, désignait au XIX^e siècle celle qui fabriquait des chapeaux. Quant à la « *modeste* », c'était la jupe bien sage, qui cachait le jupon, dit, lui, « *jupe friponne* ».

L'écologie a repris ce sens pour une application concrète. Dans une « *maison modeste* », tout a été calculé pour produire de l'autosuffisance énergétique. Au fil du temps les qualités morales ont pris le pas sur les significations matérielles. La modestie est devenue un synonyme de modération, de discrétion, le contraire de la vantardise. Autant de qualités qui illustrent la vertu chrétienne de tempérance.

En sociologie, le mot s'est développé sous l'angle économique, en devenant un euphémisme pour désigner la pauvreté. On parle de « *revenus modestes* », et de « *ménages modestes* ».

Pour la suite

Le retour de la modestie dans le champ politique pourrait avoir une seule fonction de communication. Il s'agit de défendre une approche moins verticale du pouvoir, faire preuve de plus d'écoute. Nous verrons vite si un nouveau contrat peut s'établir, ce qui n'est pas évident.

La référence à Camus ouvre, plus profondément, la possibilité de réinventer le vivre-ensemble de façon plus mesurée. Il s'agit d'imaginer un monde ancré dans une écologie réelle, avec de nouveaux comportements vertueux. Les grandes injonctions politiques immodestes sont en train de s'incliner devant de petits gestes. L'usage du savon de Marseille, ou encore le lavage en machine à 60 degrés, nous ont été prescrits par des chefs d'État.

Il faut voir aussi dans la modestie une source humaniste. C'est d'ailleurs Montaigne qui le premier a parlé « *d'utopie modeste* », en critiquant les fictions de Thomas More. L'inventeur du concept d'utopie était fasciné par le désir de détruire le système en place, afin d'en faire surgir un nouveau. C'est ce *romantisme de la violence* que Camus a dénoncé, en défendant pour sa part des « *utopies relatives* ». On voit bien aujourd'hui comment ces visions politiques pourraient à nouveau structurer le débat à venir, entre les tenants de la radicalité d'un côté, et les défenseurs de la mesure de l'autre.

Recueilli par Lucie Alexandre

Demain : « Robuste »

Le goût des mots

Sémiologue, Mariette Darrigrand est spécialiste des discours politico-médiatiques et des vocabulaires contemporains. Elle anime le blog observatoire-des-mots.com

Elle est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur le corps. *J'te kiffe. Je t'aime* (Gallimard, 2017), *Sexy Corpus* (Lemieux Éd., 2016).

Sur les médias. *Comment les médias nous parlent (mal)* (François Bourin, 2014), « *Les médias, c'est nous* », (Le 1, mars 2016).

Sur le politique. *Ces mots qui nous gouvernent* (Bayard, 2008), « *Vers un monde de covivance* » (série « Utopie virale », revue *Études*, avril 2020).

Dessins : Deligne



Florence Levillain/Signatures

«La vanité repousse la bienveillance, la modestie l'attire.»

Madame
de Maintenon

Le regard de Florence Levillain

Photographe française née en 1970, membre de l'agence Signatures. Elle explore des territoires variés allant du monde de l'entreprise aux rues des banlieues, portant son regard sensible sur ceux que l'on croise sans toujours les voir. Outre son travail de reportage, elle imagine des séries poétiques et humoristiques mises en scène, comme celle-ci, intitulée « Effets secondaires », commencée au lendemain du confinement dans son appartement sous les toits de Paris.



ou d'Écosse

Vers un «revenu universel»

Avec la grave crise qui se profile après le coronavirus, cette idée née d'une utopie d'un revenu de base pour tous s'impose dans le débat public écossais.

Passé la crise sanitaire du coronavirus, le monde d'après promet déjà des lendemains qui déchantent. Comment faire face à la crise économique qui pointe après plus de deux mois d'arrêt de l'économie? Comment aider les familles les plus modestes à tenir dans cette période difficile? Autant de questions auxquelles sont confrontés tous les gouvernements de la planète.

La première ministre écossaise Nicola Sturgeon a évoqué une solution pour les Écossais: «Le moment est venu pour le revenu universel de base», a-t-elle déclaré lors d'un briefing sur le coronavirus à Édimbourg, tout en promettant des «discussions constructives» avec le gouvernement britannique sur ce sujet.

En effet, l'Écosse ne peut en décider seule. «Les questions dites, en anglais, de "social security" (aides sociales), de fiscalité ou des revenus sont des domaines qui, depuis 2016, sont partiellement dévolus à l'exécutif écossais, et partiellement réservés à Londres», précise Nathalie Duclos, spécialiste de l'Écosse à l'université de Toulouse.

Nicola Sturgeon s'appuie sur la proposition du laboratoire d'idées indépendant «Reform Scotland», qui a appelé en avril les gouvernements britannique et écossais à introduire un régime «de revenu de base» (Universal Basic Income, UBI) pour aider la population durant la crise du coronavirus.



Le revenu universel participe à son origine de l'utopie de Thomas More. Il est, depuis, un serpent de mer. «Pour tout ce qui concerne le revenu universel ou le revenu de base, le diable et le bon Dieu, si j'ose dire, se cachent dans les détails», avertit Jean-Michel Servet, professeur d'études du développement et d'économie.

Selon le projet de «Reform Scotland», chaque citoyen, homme ou femme, quel que soit son revenu, son statut professionnel, recevrait une somme d'argent préétablie, non imposable, à la place des indemnités, crédit d'impôts et autres avantages. Chaque adulte recevrait 5 200 livres

(5 955 €) par an, les enfants au-dessous de 16 ans 2 600 livres (2 977 €). Juste de quoi garantir les besoins de base, de façon à ne pas encourager les gens à cesser de travailler.

Toujours selon «Reform Scotland», cela coûterait au gouvernement écossais 20 milliards de livres (22,9 milliards d'euros), pour moitié issus d'économies (suppression d'aides existantes), pour moitié de sources de revenus supplémentaires (hausse d'impôts).

Agnès Rotivel